

# DOROTHÉE SCHMID

Responsable du programme Turquie/Moyen-Orient à l'Ifri

**Terry Martin, journaliste, présentateur de journal télévisé**

Nous allons maintenant passer à Dorothée, Dorothée Schmid. La parole est à vous.

**Dorothée Schmid**

Merci Terry. Je pense que ce n'est un moment facile pour personne car, ces derniers temps, nous commentons principalement le conflit dans la région, en parlant de la normalisation entre l'Arabie saoudite et l'Iran, des accords d'Abraham et des perspectives de normalisation avec la Syrie qui a été réintroduite dans la Ligue arabe.

Aujourd'hui, nous venons de revenir en arrière dans l'histoire, vers ce conflit israélo-palestinien que nous voulions tous oublier. Il semble que nous ayons raté quelque chose, quelque chose de très important, parce que maintenant nous voyons les conséquences se propager dans tous ces conflits que nous essayions de résoudre – comme l'a dit Nabil Fahmy.

Je dois dire, en tant que citoyenne de l'UE qui a observé avec une certaine fascination les efforts déployés par l'UE pour établir et stabiliser l'autorité palestinienne, que tous ces efforts sont tombés complètement dans le piège du Hamas en 2006, après les élections, lorsque l'UE a décidé de tourner le dos à Gaza. Nous sommes à nouveau, comme je l'ai dit, entraînés de force dans ce piège.

Les trois points que je souhaite souligner sont les suivants : premièrement, je pense que nous traversons un moment de flou qui a été plus ou moins décrit par Nabil Fahmy au début de son discours, en affirmant que la plupart des acteurs régionaux ont encore du mal à savoir où se positionner et s'ils vont s'unir ou non pour trouver une solution.

Cependant, je crains que ce moment de flou ne se fige dans « l'Occident contre le reste » et que Gaza ne soit le point symbolique qui catalyserait cette division de l'Occident, explicitement des États-Unis, de l'UE et d'Israël, face à un groupe très disparate de pays qui se sont opposés à ce qu'ils pensent être une injustice flagrante face à ce qu'ils considèrent être un massacre actuellement perpétré à Gaza par Tsahal, une opération de vengeance pour cette horrible attaque qu'ils ont subie début octobre.

Mon problème est de savoir comment éviter de retomber dans ce discours que je vois émerger face à ce flou. Le problème vient du fait que nous travaillons sur fond d'effondrement des structures étatiques dans la plupart des pays de la région. Nous avons vu cela en Syrie, le Liban est sans doute en train de devenir également un État en déliquescence, la guerre

s'étend, les conflits sont non résolus et nous avons également ce flou entre ce qu'est un conflit et ce qu'est une guerre. Thierry y a fait allusion ce matin.

J'ai entendu Ghassan Salame dire : « Nous ne déclarons pas la guerre de nos jours ; nous glissons dans la guerre ». C'est notre préoccupation : nous sommes entraînés dans la guerre. Tout le monde s'interroge sur une éventuelle escalade avec le Liban. Le Hezbollah dit qu'il ne veut pas entrer en guerre, le Liban est épuisé, mais il pourrait sombrer dans la guerre sans même s'en rendre compte.

Cette logique émergente de « l'Occident contre le reste », à propos de Gaza en particulier, va de pair avec l'idée selon laquelle la zone de conflit s'étend dans les esprits. Historiquement, un effort a été fait pour limiter le conflit à la Palestine contre Israël, après le conflit israélo-arabe, mais je pense que cela échoue complètement aujourd'hui.

Au contraire, de nombreux pays se sentent désormais préoccupés par cette situation. Cependant, l'autre côté, qui est également très inquiétant pour nos propres sociétés occidentales, est que, à travers les migrations et les diasporas, nous voyons la division s'opérer aujourd'hui dans nos propres sociétés et menacer l'ordre et la paix dans nos propres sociétés. En France, c'est particulièrement clair.

Qui est « le reste », si on a d'un côté « l'Occident » ? On a clairement deux très grands acteurs opportunistes : la Russie et la Chine. La Russie tourne désormais le dos à Israël, mais Israël tourne également le dos à la Russie. Il s'agit actuellement d'un divorce mutuel en douceur.

La Chine a toujours dit qu'elle était favorable à une solution à deux États. Si l'on s'en tient à cette rhétorique affirmée très classique des Chinois, ce sont peut-être les derniers défenseurs de la solution à deux États au monde. Cependant, je vois l'Afrique et l'Asie, comme je l'ai dit, désormais opposées aux massacres humanitaires, mais aussi ce qu'elles ressentent comme une injustice politique à l'égard des Palestiniens.

Le deuxième point est que, dans ce contexte, je pense que trois pays sont particulièrement intéressants à examiner. Bien sûr, Israël et l'Iran sont des protagonistes dont nous devons parler plus tard, mais, pour moi, ce qui est le plus intéressant aujourd'hui, c'est l'Égypte. Pourquoi ? Parce que c'est le premier pays arabe à avoir fait la paix avec Israël et qu'à présent, la question se pose quant à la manière de procéder pour élargir la zone de paix.

Le deuxième acteur ou protagoniste intéressant, c'est l'Arabie saoudite car elle subit de fortes pressions pour relancer le plan de paix arabe. L'idée est que la diplomatie saoudienne pourrait peut-être désormais atteindre sa maturité et, comme l'a dit Nabil Fahmy, nous avons besoin d'une solution arabe. Nous avons besoin d'un plan arabe de toute façon, afin qu'ils disposent des ressources symboliques et matérielles, mais le système a-t-il la maturité politique et la volonté de le faire ?

Le troisième pays, que je connais et que je suis au quotidien, est la Turquie, qui est effectivement passée du statut d'étranger à celui d'acteur principal dans ce conflit. Tayyip Erdoğan poursuit un discours pro-palestinien très cohérent et s'est montré extrêmement virulent contre Israël au cours des 15 dernières années. Il a également proposé au début de

servir de médiateur entre Israël et le Hamas, mais il intensifie à nouveau sa rhétorique contre Israël.

Cependant, ce qui m'inquiète, c'est que, si l'on pense en termes d'escalade militaire, Erdoğan a dit à plusieurs reprises qu'il pensait que Tsahal se comportait de manière très immorale et qu'ils ne devraient pas aller trop loin, etc. Nous savons que la Turquie est la seule puissance militaire qui est actuellement extrêmement active dans la région et qui a déjà eu une escarmouche avec les forces israéliennes en 2010, ce qui a conduit à la rupture des relations avec Israël.

J'insiste sur ces trois pays parce qu'ils appartiennent aux deux côtés : ils sont amis de l'Occident et ils parlent avec « le reste ». Ils font plutôt partie du « reste », si vous préférez.

Comment éviter ce scénario d'un Occident isolé face à un Sud global en colère, comme le formuleraient les Américains ? Je pense qu'il est très clair que nous devons assumer la responsabilité politique à l'égard des Palestiniens et non la responsabilité économique. La question est redevenue politique et là, bien sûr, ce sont les Américains vers qui tout le monde se tournera pour faire la paix. Je pense, encore une fois, qu'ils sont le numéro un et nous constatons que Blinken a maintenant beaucoup de mal à se rendre dans la région et à rééquilibrer semaine après semaine sa manière d'opérer avec chaque protagoniste de la crise.

L'UE, qui est restée plutôt silencieuse, s'est tenue aux côtés d'Israël, mais il existe clairement un profond regret mémorable d'avoir échoué dans la solution palestinienne.

Cependant, je pense que le pays dont nous devons parler aussi clairement, en termes de responsabilité, c'est Israël. La première chose est que je pense qu'il faut faire la paix avec les pays avec lesquels on est en guerre. Je veux dire que les accords d'Abraham sont un dispositif diplomatique très intéressant, mais les pays qui les ont signés ne sont pas ceux qui doivent conclure une véritable paix avec Israël. Ce ne sont pas les premiers concernés par le conflit.

Ensuite, je pense que, bien sûr, nous devons trouver un moyen d'amener les Israéliens à considérer à nouveau les Palestiniens comme des partenaires politiques et pas seulement comme ce qui reste de la grande quête de consolidation de l'État-nation israélien.

Est-ce un vœu pieux ? Bien sûr, nous aurons du mal. L'heure est certes à la guerre, mais c'est aussi l'heure des opérations humanitaires, comme cela a été dit au cours de ces trois jours, et l'heure de l'élaboration de solutions politiques durables pour l'avenir.

Je suis tout à fait d'accord avec Nabil Fahmy, qu'il est maintenant temps de mettre un terme à ce combat, sinon il risque de dégénérer. Nous devons le clore. Cela signifie que nous avons également une opportunité historique de nous en occuper. Cela nécessite, à mon avis, un appui politique de la part des États-Unis, et cela ne sera pas facile. Peut-être avec la prochaine administration ? Nous ne savons pas ce que l'avenir nous réserve. On a besoin de volonté politique, mais aussi de ressources économiques, et c'est là que la logique des accords d'Abraham a toute sa place.

**Terry Martin**

Merci beaucoup Dorothee. Encore une fois, vous avez parcouru beaucoup de terrain. Tous les points avancés ici sont extrêmement pertinents pour notre discussion. (...)

Les remarques que vous avez faites sur les risques inhérents à ce conflit, sur le fait qu'il a le potentiel de se transformer en un conflit entre, encore une fois, ce terme qui revient ici, « l'Occident contre le reste », et vous avez gentiment aidé à définir ce que pourrait être « le reste ». On a eu quelques discussions à ce sujet hier, mais vous avez également souligné le risque que les pays de la région s'embrasent dans la guerre, en pensant notamment au Hezbollah et au Liban, le risque que cela arrive.

Cependant, vous avez ensuite souligné l'importance d'essayer d'élargir la « zone de paix », comme vous l'appellez, ce qui, je pense, est une belle expression pour décrire certains des pays arabes environnants qui ont conclu la paix avec Israël et ont le potentiel de le faire. Votre question sur la façon de remettre les Israéliens et les Palestiniens à travailler sur un projet politique commun pour leur propre bénéfice mutuel constituerait en effet le défi.